

1865.

de Puebla et de Vera-Cruz qu'ils traversèrent, jouissait depuis plus de deux ans de la plus grande tranquillité. L'agriculture, le commerce, la richesse publique s'y développaient, grâce à une sécurité dont ces contrées avaient été longtemps privées, et les populations se montraient reconnaissantes de ces bienfaits qu'elles devaient à l'Empire; malheureusement, ces acclamations entretinrent dans l'esprit de l'Empereur et de l'Impératrice des illusions que ne justifiait pas l'ensemble de la situation; elles leur inspirèrent une fausse confiance dans le dévouement du pays, et dans l'appui qu'ils pourraient trouver près des populations au jour du danger.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SOMMAIRE.

Relations diplomatiques entre la France et les Etats-Unis. — Déclaration du gouvernement français relative au rappel des troupes du Mexique. — Organisation des forces militaires à la disposition de l'empereur Maximilien. — Création des cazadores. — Détresse financière de l'Empire mexicain. — Progrès des forces républicaines dans le nord du Mexique. — Opérations militaires dans les Etats de Nuevo-Leon et de Coahuila. — Combat de Santa Isabel (1^{er} mars). — Combat de Camargo (15 juin). — Capitulation de Matamoros (23 juin). — Note du 31 mai. — Mémoire de l'empereur Maximilien à l'empereur Napoléon. — Nature des relations entre l'empereur Maximilien et le maréchal Bazaine. — Convention du 30 juillet 1866.

Les dispositions peu bienveillantes montrées par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre de la Sécession, et la surexcitation croissante causée dans ce pays par la présence d'une armée française au Mexique, obligeaient le gouvernement français à observer, avec un redoublement de prudence, la phase nouvelle dans laquelle les affaires allaient s'engager.

Nous avons dit qu'en Amérique, un parti nombreux, à la tête duquel était le général Grant, réclamait la stricte application de la doctrine Monroë, dans sa lettre plutôt que dans son esprit, et voulait que la France fût mise en de-

Relations
diplomatiques
entre la France
et les
Etats-Unis.

1866.

meure de retirer immédiatement ses troupes du continent américain. Les hommes passionnés, qui ne craignaient pas de pousser leur pays dans une guerre étrangère, s'inquiétaient peu de savoir si la thèse qu'ils soutenaient était logique. En effet, le but de *Monroë* avait été de garantir l'autonomie des peuples nouveaux formés par l'émancipation des colonies d'Amérique, et de les protéger contre les revendications de leurs anciennes métropoles. Or, loin d'être menacée, l'autonomie du Mexique avait été un des premiers principes proclamés par la France et consacrés par l'empereur Maximilien lorsqu'il avait accepté la couronne ; la doctrine *Monroë* était donc invoquée à tort, et, aux Etats-Unis même, beaucoup d'esprits sages et prudents pensaient ainsi ; quant aux hommes d'Etat qui composaient le cabinet de Washington, ils étaient fort opposés à une guerre contre la France, et résistaient autant que possible à l'entraînement populaire ; mais il était difficile d'assurer qu'ils y réussiraient toujours. La situation était donc des plus graves, puisqu'une aussi sérieuse complication dépendait d'une pareille éventualité. L'empereur Napoléon savait, en outre, combien une guerre avec les Etats-Unis serait désastreuse, au moment où l'industrie se relevait à peine de la crise causée par une longue interruption de rapports avec les pays producteurs du coton. Il était de son devoir, comme de son intérêt, d'épargner à tout prix une si pénible épreuve à la nation, et, quelque douloureuse que pût être pour lui cette extrémité, il résolut de dégager sa politique en rappelant ses troupes du Mexique, le trône de l'empereur Maximilien dût-il s'écrouler. Le gouvernement français étant décidé à éviter, autant qu'il dépendait de lui, une rupture avec les Etats-Unis, la guerre n'était à craindre que dans le cas où les Américains tiendraient un

1866.

langage si arrogant que l'honneur de la France ne pourrait le supporter.

La note de M. Bigelow, du 1^{er} août 1865, relative au D^r Gwin, et que nous avons déjà citée, peut être considérée comme le point de départ des pourparlers engagés avec l'Amérique, au sujet du rappel des troupes du Mexique. Les projets du D^r Gwin n'ayant pas été mis à exécution, cet incident s'apaisa de lui-même, et, par une dépêche du 18 octobre 1865, M. Drouyn de Lhuys chargea le ministre de France aux Etats-Unis de reprendre des négociations pour la reconnaissance de l'empereur Maximilien. Il avait été encouragé, disait-il, à tenter ces nouvelles démarches, parce que M. Bigelow « lui avait demandé si cette reconnaissance ne pourrait pas faciliter et hâter le rappel des troupes ». On désirait donc obtenir des Etats-Unis « l'assurance que leur volonté n'était pas de nuire à la consolidation du nouvel état de choses fondé au Mexique, la meilleure garantie de leurs intentions étant la reconnaissance de l'empereur Maximilien par le gouvernement fédéral..... Cette reconnaissance aurait assez d'influence sur l'état intérieur du pays pour permettre au gouvernement français de tenir compte des susceptibilités des Etats-Unis,..... et si le cabinet de Washington se décidait à nouer des relations diplomatiques avec la cour de Mexico, on ne ferait pas difficulté de prendre des arrangements pour rappeler les troupes dans un délai raisonnable, dont on pourrait consentir à fixer le terme ».

Loin d'entrer dans cette voie de conciliation, le gouvernement des Etats-Unis nomma un nouveau ministre près de la république mexicaine ; la désignation du général Logan, dont les opinions hostiles à la France étaient connues, rendait cette nomination plus significative en-

1866.

core⁽¹⁾. La réponse officielle de M. Seward à la note du 18 octobre fit disparaître les dernières illusions que l'on aurait pu conserver. « Le sens des suggestions de l'Empereur, dit M. Seward, semble être que la France est disposée à se retirer du Mexique aussitôt qu'elle le pourra, mais qu'elle ne saurait le faire sans inconvénient avant d'avoir reçu des Etats-Unis l'assurance de dispositions amicales ou tolérantes envers le pouvoir qui s'est approprié la forme impériale dans la ville capitale de Mexico..... Je regrette d'être obligé de vous dire que la condition mise en avant est une de celles qui nous semblent complètement impraticables. »

Ainsi, non-seulement les Etats-Unis refusaient de reconnaître l'Empire mexicain, mais encore ils déclaraient qu'ils n'auraient pas de dispositions tolérantes à son égard ; et en effet, pourquoi les Etats-Unis auraient-ils fait la concession qu'on leur demandait ? Ne savaient-ils pas d'une manière certaine que, sous la pression de circonstances de toute nature, le gouvernement de l'Empereur était forcé de mettre un terme à l'occupation du Mexique ?

Cette dépêche est du 6 décembre ; M. Drouyn de Lhuys y répondit le 9 janvier. Il eut soin de ne pas relever le refus très-catégorique des Etats-Unis aux propositions qui leur étaient faites, et déclarait au contraire qu'on s'efforçait de prendre avec l'empereur Maximilien des arrangements qui, en satisfaisant les intérêts et la dignité de la France, lui permirent de considérer comme terminé le rôle de son armée sur le sol mexicain. Il se bornait à demander au gouvernement fédéral l'assurance qu'il « maintiendrait à l'égard du Mexique une stricte neutralité ».

(1) Le général Logan déclina la mission qui lui était offerte et fut remplacé peu après par M. Campbell. — Le maréchal au ministre, 9 janvier 1866.

1866.

M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, représenta que cette déclaration, demandée aux Etats-Unis de ne pas intervenir dans les affaires du Mexique, serait en quelque sorte une intervention, et qu'il était sans doute préférable que M. Seward exposât dans une dépêche officielle la politique que les Etats-Unis se proposaient de suivre ; une copie de cette dépêche remise au gouvernement français aurait tous les avantages d'un traité sans en avoir les inconvénients⁽¹⁾.

Une lettre de M. Seward à M. de Montholon, ministre de France à Washington, en date du 12 février 1866, répondit à l'objet que se proposait M. Bigelow :

« Les Etats-Unis ne peuvent supposer, disait particulièrement M. Seward, que l'Empereur se propose d'établir au Mexique, avant de retirer ses forces, les institutions mêmes qui leur déplaisent, et qui justifient matériellement les objections élevées contre son intervention. Nous regardons, au contraire, l'Empereur comme nous ayant annoncé son intention immédiate de faire cesser le service de ses armées au Mexique, de les rappeler en France, et de s'en tenir fidèlement, sans aucune stipulation, ni condition de notre part, au principe de non-intervention sur lequel il est désormais d'accord avec les Etats-Unis..... »

« La France n'a que faire de retarder d'un instant la retraite promise de ses troupes, par quelque crainte que les Etats-Unis se montrent infidèles aux principes et à la politique qu'ils ont toujours pratiqués, et qu'ils s'éloignent de la règle de conduite qui leur a été donnée par Washington lui-même. »

« Nous serons charmés lorsque l'Empereur nous donnera l'avis définitif de l'époque à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique. »

Sans se montrer froissé de la forme quelque peu impérieuse de cette dépêche, le cabinet des Tuileries répondit⁽²⁾ :

(1) M. Bigelow à M. Seward, 11 janvier 1866.

(2) M. Drouyn de Lhuys à M. de Montholon, 6 avril.

1866.

« Nous n'hésitons jamais à offrir à nos amis les explications qu'ils nous demandent. M. Seward nous donnant l'assurance que les Etats-Unis resteront fidèles à la règle de conduite que leur a tracée Washington, nous accueillons cette assurance avec une pleine confiance, et nous y trouvons une garantie suffisante pour ne pas différer plus longtemps l'adoption des mesures destinées à préparer le retour de notre armée. L'Empereur a décidé que les troupes françaises évacueraient le Mexique en trois détachements, le premier devant partir au mois de novembre 1866, le second en mars 1867, et le troisième au mois de novembre de la même année.

Voilà donc où venaient aboutir les efforts de la diplomatie française ; les Etats-Unis déclaraient que l'armée française devait partir du Mexique sans aucune stipulation, ni condition de leur part, et la France remerciait le cabinet de Washington de ces bonnes et amicales assurances ⁽¹⁾.

Quant à l'empereur Maximilien, il ne prévoyait pas encore le danger qui le menaçait ; il écrivait le 6 janvier qu'il fallait attribuer la recrudescence de l'agitation juariste à l'insuffisance d'effectif des troupes françaises, et il sollicitait de nouveau des hommes et de l'argent.

Les Etats-Unis ne permettaient plus l'envoi de nouvelles troupes au Mexique ; des détachements de la légion étrangère ayant été mis en route pour compléter l'effectif de ce corps, ils demandèrent aussitôt des explications en termes très-énergiques ⁽²⁾. Ils avaient déjà fait savoir qu'ils n'admettaient pas que l'on recrutât en Egypte des nègres du Soudan, enrôlés de force par le vice-roi. M. Drouyn de Lhuys

(1) A la même époque, une proposition faite au congrès américain par M. Woodbridge, pour faciliter à Juarez la conclusion d'un emprunt de 50 millions de dollars, était renvoyée au ministre des affaires étrangères par 65 voix contre 64 — Le maréchal au ministre, 28 mars.

(2) M. Bigelow à M. Seward, 4 juin 1866.

1866.

répondit avec quelque mauvaise humeur, en maintenant le droit de la France de prendre des soldats où bon lui semblerait ; puis, sans aucun doute, pour éviter encore cette cause de difficultés, on s'était abstenu de donner suite au projet d'envoyer des renforts au bataillon égyptien ⁽¹⁾.

Le gouvernement autrichien ayant autorisé de nouveaux enrôlements pour le corps de volontaires du Mexique, l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne lui adressa également des remontrances ; il reçut l'ordre de rompre ses relations diplomatiques et de quitter Vienne, si le gouvernement autrichien persistait dans ses intentions. Le gouvernement autrichien céda aussitôt ⁽²⁾.

Le cabinet de Washington abandonnait donc la réserve qu'il s'était longtemps imposée à l'égard de la question mexicaine. Tant que la guerre civile avait absorbé leurs forces, les Américains avaient dissimulé leur mécontentement ; mais, en dépit des protestations de sympathie du gouvernement français, ils ne pouvaient oublier ces termes de la lettre de l'Empereur au général Forey en 1863 : « Nous allons poser une digue infranchissable aux empiétements des Etats-Unis. » Non contents de presser la France de quitter le Mexique et d'abandonner l'empereur Maximilien, M. Bigelow suggérait à M. Drouyn de Lhuys qu'il serait bien désirable de voir les hostilités cesser entre les républicains du Mexique et les Français ; que le prochain départ de ceux-ci engagerait certainement les libéraux à

(1) M. Bigelow à M. Seward, 24 novembre 1865.

(2) Les volontaires réunis à Laybach devaient s'embarquer le 10 mai ; la protestation du ministre des Etats-Unis fut faite le 6 mai, et le contre-ordre immédiatement donné. L'Autriche, dont la position en Allemagne était fort menacée, n'avait aucun désir de s'engager dans de nouvelles complications. — M. Seward à M. Motley, 16 avril, 30 avril 1866. — M. de Mensdorf à M. Motley, 20 mai 1866.

1866.

entrer dans un arrangement pour la conclusion duquel offrait ses bons offices, et M. Drouyn de Lhuys les acceptait ⁽¹⁾.

Déclaration
du gouvernement
français
relative au rappel
des troupes du
Mexique.

Au milieu du mois de janvier 1866, M. le baron Saillard fut envoyé à Mexico avec la mission spéciale de négocier de nouvelles conventions politiques, militaires et financières, destinées à remplacer le traité de Miramar.

Le ministre de la guerre écrivait en même temps au maréchal Bazaine :

« Nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment notre séjour au Mexique ; plusieurs raisons, qu'il est inutile d'énumérer, font une loi au gouvernement de l'Empereur de poser des termes à notre occupation.

« Le rapatriement devra commencer l'hiver prochain ou mieux encore à l'automne ; il devra continuer sans précipitation mais sans être interrompu ; la légion étrangère, dans les conditions stipulées dans la convention de Miramar, restera à la solde du Mexique après le départ des troupes françaises ; nous ferons nos efforts pour la porter à un effectif de 7 à 8,000 hommes. Il importe donc que l'empereur Maximilien prenne ses dispositions pour se passer de nous, à une époque que l'on devra fixer ⁽²⁾. »

Les instructions envoyées par le ministre des affaires étrangères étaient de même nature ; enfin, l'Empereur, à l'ouverture de la session législative, le 23 janvier, annonça le retour des troupes dans les termes suivants :

..... « Notre expédition touche à son terme ; je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes,

(1) M. Bigelow à M. Seward, 11 janvier 1866. — Au Mexique, l'exigence des Américains du Nord ne perdait aucune occasion de se montrer ; le général confédéré Allen, ancien gouverneur de la Louisiane, étant mort à Mexico, le consul des États-Unis voulut faire ouvrir la bière pour vérifier s'il n'avait pas été revêtu d'un uniforme confédéré. Les amis du défunt durent s'y opposer le revolver à la main.

(2) Le ministre au maréchal, 15 janvier 1866.

1866.

afin que leur retour s'effectue sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain.... L'émotion, produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain, s'apaise devant la franchise de nos déclarations.

« Le peuple américain comprendra que notre expédition, à laquelle nous l'avions convié, n'était pas opposée à ses intérêts. »

Quant à l'opinion publique en France, écrivait le ministre de la guerre, elle se prononçait avec la plus énergique approbation sur le rapatriement de l'armée ⁽¹⁾.

Il devait coûter à l'Empereur d'abandonner ainsi une entreprise qu'il avait appelée « la plus glorieuse de son règne ». Toutefois, le gouvernement français ne revint pas sur la détermination qu'il avait irrévocablement prise de rappeler ses troupes du Mexique ; il ne s'en laissa détourner ni par les cris d'angoisse partis du palais de Mexico, ni par les supplications de l'impératrice Charlotte, qui se rendit en Europe pour tenter une dernière démarche, et faire modifier une résolution que les souverains du Mexique considéraient comme un coup mortel porté à l'Empire.

Il est facile de se rendre compte des dispositions que le baron Saillard trouva chez l'empereur Maximilien ; aussi ne put-il rien obtenir de satisfaisant ; arrivé au Mexique au milieu de février, il repartait pour la France moins de quinze jours après.

Il revint à Paris au commencement du mois d'avril, et le *Moniteur officiel* du 5 publia la note suivante :

« M. le baron Saillard est revenu à Paris après avoir rempli à Mexico la mission dont il était chargé.

« A la suite des communications échangées entre M. Dano, ministre de France, S. Exc. le maréchal Bazaine, et le gouvernement

(1) Le ministre de la guerre au maréchal, 31 janvier.

1866.

mexicain, l'Empereur a déclaré que les troupes françaises évacueront le Mexique en trois détachements ; le premier partira en novembre 1866, le deuxième en mars 1867, le troisième en novembre de la même année.

« Des négociations se poursuivent entre les deux gouvernements, pour substituer, aux stipulations financières du traité de Miramar, des conditions nouvelles ayant pour objet d'assurer des garanties à la créance de la France et aux intérêts français engagés dans les emprunts mexicains. »

Organisation
des
forces militaires
à la disposition
de l'empereur
Maximilien.
Création
des cazadores.

Le lendemain, M. Drouyn de Lhuys écrivait à M. de Montholon la dépêche déjà citée, pour faire officiellement la même notification au gouvernement américain. A cette époque, le gouvernement français espérait-il encore que l'empire mexicain pourrait se maintenir après le départ des troupes françaises ? Il est probable que l'empereur Napoléon se refusait à admettre que tant d'hommes et tant d'argent eussent été sacrifiés en pure perte. Personnellement attaché au succès définitif de son entreprise, et bien qu'il dût céder aux nécessités de la situation, il s'efforça encore de procurer à l'empereur Maximilien les moyens de se soutenir. Il lui écrivit pour lui promettre de faciliter la création d'une brigade de troupes européennes, dans laquelle seraient fondus le régiment étranger du corps expéditionnaire français et les volontaires austro-belges ; le maréchal Bazaine s'occupait, en outre, d'organiser, sous le nom de *cazadores de Mexico*, des bataillons mixtes français et mexicains. On estimait qu'après le départ du corps expéditionnaire, le gouvernement mexicain pourrait disposer, comme forces actives susceptibles d'être mobilisées :

1^o Des troupes permanentes formant 14 bataillons, 11 escadrons, 18 batteries, et dont l'effectif au 1^{er} janvier était

LE MARÉCHAL BAZAINE.

553

	Hommes.	Chevaux	1866.
de	8,600	2,000	—

2^o Des gardes rurales mobiles et des corps auxiliaires fort irrégulièrement organisés, répartis sur tous les territoires et d'un effectif variable mais qu'on évaluait à 27,000 9,000

3^o Des troupes étrangères : c'est-à-dire la légion étrangère française actuellement à cinq bataillons (un sixième bataillon en formation à Blidah et fort d'environ 1000 hommes dont un tiers de Français volontaires allait être prochainement envoyé au Mexique) ; l'effectif en serait porté à 8,000

Les volontaires autrichiens : trois bataillons, deux régiments de cavalerie à 5 escadrons, trois batteries, deux compagnies de pionniers, etc. 6,400 1,400

Les volontaires belges : deux bataillons à six compagnies 1,300

Ce qui formait un total de cinquante mille hommes environ, dont seize mille Européens.

On avait 662 pièces d'artillerie réparties dans les différentes places. Mexico et Vera-Cruz étaient en très-bon état de défense ; la plupart des villes situées sur les grandes lignes d'opérations avaient été fortifiées et possédaient de bons réduits. La citadelle de Mexico était pourvue de tous les ateliers nécessaires à la confection et à la réparation de l'armement et du matériel. Des ateliers moins importants existaient aussi à Puebla. La fonderie de Molino del Rey était mise en état.

Les cinq bataillons de la division Mejia étaient consi-